

**FICHE DE RENSEIGNEMENTS POUR LE
CONTROLE ELEMENTAIRE**

Photo
d'identité
récente

(joindre obligatoirement une photocopie de passeport, carte d'identité ou carte de séjour à l'exclusion de tout autre document)

I. – RENSEIGNEMENTS D'IDENTITE

NOM :
Nom de jeune fille :
Prénoms :
Date et lieu de naissance :
Nationalité actuelle :
depuis le :
Référence naturalisation ou carte de séjour :
Nationalité d'origine :
Domicile actuel :
Date et domicile antérieur :
Fonction exercée :
Date d'entrée dans l'entreprise :

II. – RENSEIGNEMENTS SUR LA FAMILLE

	Père	Mère	Conjoint ou concubin
Nom			
Nom de jeune fille			
Prénoms			
Date et lieu de naissance			
Nationalité actuelle et date d'acquisition			
Nationalité d'origine			
Domicile Date d'entrée			
Profession Depuis le			

III. – RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

Raison sociale :
Adresse :
Numéro RCS ou SIRET :

Je, soussigné(e) (nom et prénom)....., certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements que j'ai mentionnés dans la présente fiche.

A,..... le,.....
SIGNATURE

DOCUMENT II

**ENGAGEMENT
DE RESPONSABILITE
(Contrat sensible)**

NOM et prénom :
Fonction :
Employeur :

- 1^{er} volet -

Je soussigné(e), déclare :

- **avoir pris connaissance** des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- que **je n'ai pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir** des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- que **je me conformerai aux règles** de protection des informations, au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et que je n'accéderai qu'aux seuls locaux et installations concernés par le contrat ;
- que **je m'engage à ne pas divulguer**, même après la cessation de mes fonctions, à des personnes non autorisées à « en connaître » les informations dont j'aurai connaissance dans l'exercice de mes fonctions.

NOM, qualité, signature de l'autorité hiérarchique compétente attestant que l'intéressé(e) a été informé(e) de ses responsabilités à l'égard des articles du code pénal cité ci-dessus.

A....., le.....
Signature de l'intéressé(e)

- 2^{ème} volet - RAPPEL

A compter de la date de cessation des fonctions, **je m'engage à ne pas divulguer** à des personnes non autorisées à «en connaître» les informations dont j'ai eu connaissance dans l'exercice de mes fonctions et **à ne pas conserver** par-devers moi tout document ou support classifié.

Je reconnais être informé(e) des conséquences prévues par la loi (en particulier les articles 413-9 à 413-12 du code pénal) et les règlements administratifs notamment pour le cas où, sciemment ou par négligence, je porterais à la connaissance de personnes non autorisées, lesdites informations ou supports.

NOM, qualité, signature de l'autorité hiérarchique compétente attestant que l'intéressé(e) a été informé de ses responsabilités à l'égard des articles du code pénal cité ci-dessus.

A....., le.....
Signature de l'intéressé(e)

DOCUMENT I

Clause type contractuelle de protection du secret de la défense nationale pour les contrats sensibles

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, un engagement de responsabilité par lequel lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit l'engagement précité accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante le ou les engagements de responsabilité ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

6. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

7. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.